

GENEVIEVE FIORASO¹

Mes obligations ministérielles ne m'ont pas permis d'être présente parmi vous à ce sommet de la Terre. La France s'exprimera au plus haut niveau par la voix de notre Président de la République et celle de nombreux membres du gouvernement, mais j'avais à coeur de souligner le rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche et l'engagement de l'ensemble de notre communauté scientifique en faveur d'un développement durable.

Je souhaitais également mettre en valeur avec mon homologue son excellence Marco Antonio Raupp, ministre de la technologie et de l'innovation du Brésil, avec son excellence Fernando Berreza Coelho, ministre de l'intégration du Brésil ainsi qu'avec son excellence Issaka Issoufou, ministre de l'eau et de l'environnement du Niger, l'extraordinaire potentiel, la qualité et l'exemplarité des initiatives en recherche et dont l'accord tripartite entre le Brésil, l'Afrique et la France est une parfaite illustration.

J'ai donc demandé à Monsieur Michel Laurent, président directeur général de l'Institut de recherche pour le développement, organisme de recherche dont les activités sont au coeur des questions globales qui sont traitées ici, de vous transmettre ce court message, depuis la tribune du Pavillon du Brésil qui vous accueille aujourd'hui. Brésil, dont je tiens à remercier le gouvernement et la population, tant la mobilisation pour organiser ce sommet de la Terre porteur de tant d'espoir pour notre planète est exemplaire.

La recherche occupe une place singulière dans la gestion de l'urgence environnementale à laquelle notre planète est confrontée.

Sans le patient travail d'observation et d'analyse auquel la communauté scientifique s'astreint depuis des décennies pour comprendre le climat, recenser et dénombrer les espèces, les concepts

¹ Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (France).

mêmes de changement climatique, de perte de la biodiversité et de services éco systémiques nous seraient inconnus.

La recherche est un puissant moteur et anticipateur d'action collective et d'aide à la décision.

Je souhaite donc rendre hommage tout d'abord à cette recherche fondamentale, qui s'est attachée spontanément à l'étude de ces phénomènes naturels et qui nous permet collectivement de les identifier, les nommer et de les comprendre.

Je souhaite également souligner la capacité remarquable des communautés scientifiques, initialement portées par un désir de connaissance, et qui ont mobilisé leurs compétences, pour que les résultats de leurs recherches soient en mesure d'éclairer et de fonder l'action et la décision politiques.

Je ne parle pas de l'engagement de quelques uns, mais bien de communautés dans leur ensemble. C'est le cas des spécialistes du climat: le GIEC, le Groupe intergouvernemental d'expertise sur le climat, dont l'engagement a été si justement récompensé par le Prix Nobel de la paix en 2007. C'est aussi le cas des spécialistes de l'écologie et de la biodiversité dont la mobilisation soutenue par la France a permis de créer en avril dernier à Panama City l'IPBES, le Panel intergouvernemental sur la biodiversité et les services éco systémiques – dont nous attendons les premiers avis avec la plus grande attention.

Dans tous ces domaines de recherches que nous évoquons aujourd'hui, la distinction classique entre recherche fondamentale et appliquée apparaît dépassée, et je préfère parler de recherche engagée ou investie et pluridisciplinaire.

Au-delà des thèmes du climat et de la biodiversité je veux souligner ici les nombreux domaines de recherche qui nous réunissent à Rio : en particulier l'énergie, l'agronomie, la santé, et l'eau.

Je ne me risquerai pas à énumérer des résultats marquants dans ces différents sujets. Je me limiterai à ce qui, au-delà de la production de ces connaissances nouvelles, rapproche ces disciplines et permet d'innover dans les pratiques.

La recherche sur la biodiversité est portée en France par de multiples établissements (CNRS, IRSTEA, IFREMER, CEA, INRA, BRGM, Météo France..). Elle est coordonnée par une fondation qui rassemble ONG de protection de l'environnement, entreprises, représentants des administrations locales et territoriales. Je n'oublie pas les nombreuses universités très actives sur les recherches sur le climat et très innovantes sur les offres de formation liées aux métiers de l'environnement.

Les scientifiques se sont également fédérés autour de l'Alliance pour la recherche en science de l'environnement (Allenvi) qui a su, depuis plus de deux ans, rassembler les compétences, les

connaissances et technologies disponibles pour relever les défis environnementaux et définir des priorités de recherche en favorisant le développement économique et social.

Enfin, je voudrais citer les deux établissements français dédiés à la recherche au service du développement, l'IRD et le CIRAD, qui définissent leurs objectifs de recherche dans le cadre d'une concertation étroite avec leurs partenaires au sud. L'INRA, organisme au rayonnement international, a également adopté de telles pratiques avec ses parties prenantes.

Ici, au pavillon du Brésil, je veux rappeler le renforcement considérable de nos échanges d'étudiants grâce à l'initiative majeure en termes de formation que constitue le programme « Science sans frontière » ; il va permettre l'accueil en France de près de 10 000 étudiants brésiliens en 3 ans et va stimuler nos partenariats scientifiques, qui trouveront tout naturellement leur utilisation dans la réalisation de cet accord tripartite qui nous réunit aujourd'hui et que l'on peut considérer lui aussi comme une innovation. Agriculture, aquaculture et lutte contre la désertification bénéficieront désormais des efforts conjugués du Brésil, de la France et de l'Afrique.

Je voudrais me permettre maintenant un aparté plus personnel et signaler combien je suis fier d'avoir contribué, avec mes collègues, le Ministre de l'intérieur et le Ministre du travail, à l'abrogation de la circulaire Guéant le 31 mai dernier. Celle-ci mettait en danger l'attractivité de notre pays en restreignant les droits des étudiants étrangers et en rendant plus difficile leur accueil dans nos universités et laboratoires.

Cette abrogation était une priorité pour la recherche et l'économie de notre nation mais c'était en premier lieu une nécessité morale pour rester fidèle aux valeurs françaises d'universalité, d'accueil et d'intégration.

Désormais, les diplômés étrangers vont pouvoir travailler dans de bonnes conditions. Rappelons que 41% des doctorants sont d'origine étrangère et contribuent au dynamisme et au rayonnement de la France.

Je suis certaine que bon nombre d'étudiants et scientifiques présent à Rio en ce moment comprennent le changement qui vient de s'opérer et s'en réjouissent.

La recherche éclaire nos choix en produisant des connaissances nouvelles, mais elle nous ouvre bien d'autres perspectives. En mobilisant ce qu'il y a de meilleur dans chacun des individus qui y contribue, elle préfigure et expérimente les solutions politiques qui seront nécessaires pour répondre aux défis planétaires auxquels nous devons faire face.

Je salue l'initiative de ce séminaire tripartite et le souhaite extrêmement fructueux pour les échanges bénéfiques au progrès scientifique, environnemental et social de notre planète. Je vous remercie.